



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Passeports

Question écrite n° 1883

Texte de la question

M Francois Grussenmeyer attire l'attention de M le garde des sceaux, ministre de la justice sur la preuve de nationalite fournie par le passeport. En effet, pour un certain nombre d'actes administratifs et d'etat-civil, comme par exemple l'etablissement d'une fiche individuelle d'etat civil et de nationalite francaise, c'est uniquement la carte nationale d'identite qui doit etre prise en compte et la presentation du passeport n'est pas admise, certains etablissements diplomatiques precisant meme que le passeport ne constitue pas une preuve de la possession de la nationalite francaise. Il lui demande donc de bien vouloir lui preciser les differences eventuelles existant a cet egard entre le passeport et la carte nationale d'identite.

Texte de la réponse

Reponse. - Le certificat de nationalite francaise a institue, des 1945, un regime de preuve legale de la nationalite francaise dont le principe est exprime par l'article 142 qui dispose que « lorsque la nationalite francaise est attribuee ou acquise autrement que par declaration, naturalisation, reintegration ou annexion de territoires, la preuve ne peut etre faite qu'en etablissant l'existence de toutes les conditions requises par la loi. » Ce texte est complete par les articles 138 et 149 du code, aux termes desquels « la charge de la preuve incombe a celui dont la nationalite est en cause » et le juge d'instance « a seul qualite pour delivrer un certificat de nationalite francaise a toute personne justifiant qu'elle a cette nationalite ». Le regime de preuve legale ainsi defini exclut les presumptions et fait du certificat de nationalite francaise le seul document ayant par lui-meme force probante legale. Cependant, les necessites de la vie courante ont conduit a des assouplissements de ce principe et a l'institution d'un certain nombre de documents administratifs dont la valeur probante est plus limitee. C'est ainsi que le decret no 55-1397 du 22 octobre 1955 a unifie les conditions de delivrance de la carte nationale d'identite et que le decret no 72-214 du 22 mars 1972 a cree la fiche d'etat civil et de nationalite. Le passeport est un titre d'identite tout comme la carte nationale d'identite. Il est etabli par l'autorite administrative en vue de la circulation transfrontiere mais, s'il mentionne la nationalite de son titulaire qui est normalement celle de l'Etat dont les autorites ont delivre le document, il ne constitue qu'un titre de voyage. Sur le plan du droit interne de la nationalite, aucune force probante particuliere ne s'attache a ce document qui est un element parmi d'autres de la possession d'etat. La carte nationale d'identite certifie, elle aussi, l'identite de son titulaire. Elle n'est delivree ou renouvelee que sur production d'extraits authentiques d'actes d'etat civil. L'article 4 du decret de 1955 precise que si la nationalite francaise du requerant parait douteuse, la production d'un certificat de nationalite pourra lui etre demandee. Donnant lieu a verification de la nationalite de son titulaire, la carte d'identite s'est ainsi vu conferer, en pratique et bien qu'aucune disposition legale ne lui attribue la force probante reservee au certificat de nationalite, un effet probatoire indirect. Elle dispense, en effet, son titulaire, de la production d'un certificat de nationalite dans les procedures administratives les plus courantes et tient lieu de remise d'un tel certificat. Elle permet l'etablissement de la fiche d'etat civil et de nationalite, rassemblant en un document unique les mentions relatives a l'etat civil et a la nationalite d'un individu. Le passeport peut etre etabli au vu de la fiche d'etat civil et de nationalite mais ne saurait, ainsi que cela a ete indique dans la reponse a la question ecrite no 37771, du 7 mars 1988, posee par M Marc Reyman, depute (Journal officiel), Debats du 2 mai 1988, p 1894) servir de fondement a l'etablissement d'une telle fiche. Il ne peut, en effet, en l'absence de textes reglementaires sur ce point, etre concevable qu'un meme document puisse a la fois provenir de et suffire a l'etablissement d'un

autre.

Données clés

Auteur : [M. Grussenmeyer François](#)

Circonscription : - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 1883

Rubrique : Papiers d'identité

Ministère interrogé : justice

Ministère attributaire : justice

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 29 août 1988, page 2390